



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS

POUR LA DEFENSE ET LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS.

Organisations signataires : FSU, Solidaires, UFSE-CGT, Fédération des Services Publics CGT, Solidaires CCRF & SCI, Solidaires Finances Publiques , Fédération SUD Santé Sociaux, Solidaires FSIE, SUD Éducation, Solidaires Justice, Sud Rural Territoires, Sud PTT, SNUPFEN Solidaires (ONF), SNESUP-FSU, Union Syndicale de la Psychiatrie,...

Coordination nationale des hôpitaux et maternité de Proximité, Convergence Nationale Rail, Coordination Eau bien commun France, Coordination Eau Île-de-France , comité corrézien de défense et de développement des services publics (19), collectif services publics de Cornouaille (29), Mouvement de sauvegarde, de promotion et de démocratisation des services publics en sud-gironde (33), convergence services publics d'Indre et Loire (37), CDDSP de la Mayenne (53), collectif de Défense et de Développement des Services Public du Douaisis (59), CDDSP des Combrailles (63), Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité (70), Collectif Services Publics Paris 13è (75), Collectif de Défense des Services Publics en Sud-Luberon (84/04), CDDSP Val-de-Marne (94),...

ATTAC, CNAFAL , CNL, Réseau Éducation Populaire, Femmes-Égalité, Fondation Copernic, Résistance Sociale, journal électronique Respublica, Association « Sauvons nos barrages », UFAL, Combat laïque-combat social, Mouvement Écolo, UNRPA ,...

EELV, Ensemble, GDS, Génération.s, MRC, NPA, PCF, PCOF, PG, R&S, GA FI des Coëvrons(53), ...

Nous, organisations du mouvement syndical, associatif et politique, collectifs, comités et coordinations d'usagers, de personnels et d'élus constatons et combattons les attaques inédites du gouvernement contre l'ensemble des services publics, la fonction publique et ses trois versants (état, hospitalier et territorial) et tous les systèmes de solidarité mis en œuvre par la sécurité et la protection sociales.

Nous soutenons les mobilisations des personnels des EPHAD et celles des retraités.

Nous soutenons aussi les mobilisations de la jeunesse en cours.

Nous nous félicitons de la force et de la réussite de la mobilisation des personnels des services publics et de la fonction publique du 22 mars et de la préparation de celle du 22 mai qui s'annonce encore plus importante.

Après avoir cassé le code du travail, les droits et les protections des salariés, ce gouvernement entend maintenant en finir avec le statut des cheminots et le statut général des fonctionnaires fondés sur les principes d'égalité, de responsabilité et d'indépendance.

Or ces statuts sont pourtant des garanties essentielles pour les citoyennes, citoyens, usagers des services publics, personnels et élus de la qualité, de l'effectivité et de l'impartialité des missions de service public exercées.

Nous sommes toutes et tous concernés par cette attaque d'ampleur inégalée contre les services publics, la fonction publique, les droits fondamentaux qu'ils devraient rendre accessibles à toutes et tous (eau, logement, santé, éducation, énergie, ...) et l'égalité dont ils sont les vecteurs notamment l'égalité femmes-hommes.

Ensemble nous dénonçons et nous opposons à ce projet de régression sociale ; c'est un autre modèle de société que l'on tente de mettre en place d'où les valeurs de Liberté d'Égalité et de Fraternité seraient exclues, où l'humain et l'environnement ne seraient que des variables d'ajustement.

A l'opposé de telles orientations nous sommes porteurs de propositions alternatives de justice et de solidarité. Cela passe nécessairement par un renforcement des missions publiques, des services publics et l'octroi des moyens budgétaires et financiers nécessaires pour leur réimplantation sur l'ensemble du territoire afin de garantir leur nécessaire proximité, l'égalité d'accès et d'exercice des droits.

Cela passe également par une réorientation des modalités d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'objectif de contribuer à une plus grande efficacité des services publics et non pour procéder à des fermetures de sites, supprimer des milliers d'emplois, dégrader les conditions et la qualité d'accueil des administrés.

Pour imposer ces autres choix nos organisations appellent :

- à la constitution et au développement de collectifs de défense et de développement des services publics sur l'ensemble du territoire y compris en outre-mer ;
- à l'organisation dans toutes les localités de débats, d'actions, de rencontres des usagers, personnels et élus et un grand débat sur l'avenir des services publics.
- Informer les citoyens sur la réalité des attaques subies par les services publics et des alternatives portées pour leur défense et leur développement, promouvoir et travailler aux convergences entre usagers, personnels et élus.
- à soutenir et à s'inscrire pleinement dans toutes les mobilisations qui se manifestent ou se manifesteront.